

BOUIRA

Des dizaines de jeunes disent «non au 4^e mandat de Bouteflika»

Jeudi dernier et à l'appel du mouvement «Barakat» pour un sit-in à Alger, au même moment, plusieurs dizaines de jeunes de la wilaya de Bouira se sont donné rendez-vous au niveau de la place des Martyrs du chef-lieu pour un sit-in similaire pour dire à leur tour «Non à un 4^e mandat de Bouteflika».

Munis d'une banderole dans laquelle est écrit en gros caractères : «Elite silencieuse, complice», les jeunes présents brandissaient tous des pancartes écrites en arabe et en français et sur lesquelles on pouvait lire entre autres : «Non à la monarchie», «Place aux jeunes», «Non au gouvernement des fakakirs», «Non cette fois-ci, c'est fini», «Non à la corruption», «Tab Djnana, Ahchem», etc.

Pendant toute la durée de ce sit-in qui a duré près d'une heure, les présents scandaient plusieurs mots d'ordre hostiles au 4^e mandat de Bouteflika mais aussi, à ses différents soutiens qui ont eu leurs parts de critiques, comme Amara Benyounès qualifié de brosseur, Sellal de clown et Amar Ghoul de voleur.

Outre ces critiques, les présents ont également scandé les mots d'ordre chers au mouvement des arouch comme «Ulac Smah Ulac», «Pouvoir assassin», «Y'en a marre de ce pouvoir», mais aussi, «Amirouche, Haouès, l'Algérie machi Labas», «Djibouna Chakib Khellil» (Ramenez-nous Chakib Khellil ».

Après près d'une heure, les jeunes qui ont également entonné plusieurs chants patriotiques, ainsi que «Djazair Horra Dimocratia» (Algérie libre et démocratique), se sont dispersés dans le calme, non sans promettre de multiplier les actions similaires dans les jours à venir.

Notons l'absence totale de policiers. La place des Martyrs était totalement désertée par les éléments des services de sécurité, du moins en uniforme, contrairement aux années précédentes où, même lorsque la marche était autorisée, les policiers étaient déployés en nombre pour canaliser la foule et suivre de près les marcheurs.

Y. Y.

PASSAGE DU CANDIDAT ABDELAZIZ BELAÏD À BOUMERDÈS :

«L'Algérie souffre de l'absence d'une classe dirigeante et d'une opposition politisées»

Abdelaziz Belaïd, candidat du Front El Moustakbal, aux élections présidentielles du 17 avril prochain, établit son diagnostic du mal qui gangrène le pays. Il estime que l'Algérie souffre de l'absence d'une classe dirigeante compétente sur le plan politique ; «la preuve, cette classe dirigeante n'offre aucune perspective à la jeunesse du pays», et d'une grande partie de l'opposition qui est d'un même acabit.

«La classe dirigeante du pays a failli», clame Belaïd qui est venu mercredi dernier en fin de journée à Boumerdès rencontrer plusieurs dizaines de ses partisans avec qui il a, par ailleurs, inauguré le siège de sa permanence électorale dans la ville de Boumerdès.

L'homme politique cible également l'opposition pour son manque de savoir-faire politique et qui, selon lui, se contente de se rencontrer à la veille de chaque élection pour lister les responsables à vilipender. «Le combat politique, c'est tous les jours».

En clair, le chef du parti El Moustakbal déplore l'absence, dans notre pays, d'un débat politique serein et fécond.

Cependant, le candidat Belaïd, né en 1963, laisse la porte ouverte au débat. «Je suis prêt à discuter avec des gens de l'opposition autour d'une plateforme politique», dira-t-il en réponse à notre question sur sa position par rapport à tout ce

remue-ménage politico-médiatique que vit le pays.

Pour sa première sortie publique, juste après le dépôt de son dossier auprès du Conseil constitutionnel pour l'agrément de sa candidature aux élections présidentielles, le numéro un du Front El Moustakbal, qui a divorcé en 2012, d'avec son ancien parti, le FLN, pour créer, la même année, le sien, n'y est pas allé de mainmorte pour asséner ses vérités sur le pouvoir en place, lequel, d'après lui, a choisi deux critères pour perdurer, à savoir la corruption et l'exclusion.

«Ils (les dirigeants du pays (ndlr) ont instauré la corruption à tous les échelons de la société». Et d'ironiser : «Ils ont corrompu même les chômeurs par le biais des mesures de l'Ansej ou d'autres artifices institutionnels. Ils s'accrochent désespérément

MENASRA, PRÉSIDENT DU FRONT DU CHANGEMENT

Vers un soutien à Ali Benflis

Le secrétaire national du parti Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra, a tenu, hier vendredi, une rencontre avec les militants de son parti au niveau de théâtre communal de Sétif.

Cette rencontre coïncide avec le deuxième anniversaire de la création du parti et à cette occasion, le chef de parti affirme que son parti n'est pas pour le boycott de l'élection présidentielle du 17 avril 2014.

«Nous pensons que le boycott n'est pas une arme énergique pour faire secouer les combines qui persistent encore. Nous participons parce qu'un parti politique est créé pour aller aux élections. Nous devons aller aux consultations pour s'approprier des espaces poli-

tiques abandonnés afin de perpétuer notre rôle d'acteur politique indiscutable», dira-t-il.

Abdelmadjid Menasra rappellera que son parti, le Front du changement, a deux ans d'existence et qu'il continue à œuvrer pour un changement pacifique. Il fera une lecture de ce qu'il qualifie d'agitations sur la scène politique en s'en prenant aux «chiyatine el djoudoud», ceux qui prônent le 4^e mandat de Bouteflika. Ceux qui ne font pas allégeance au système sont une menace pour le pays, selon eux, dira Menasra. «Je demande à ces gens, ces nouveaux chiyatine» de laisser le président Bouteflika partir avec les honneurs et dans la dignité. Ce quatrième mandat est une véritable menace pour notre pays.

«L'Algérie est en danger et ces gens-là veulent instaurer un climat de terreur pour nous faire peur avant et après les élections présidentielles. Durant ces 15 ans de règne, il a beaucoup donné au pays, mais maintenant il ne peut rien donner ni apporter quoi que ce soit. Notre président est gravement malade et ne peut même pas parler. On a besoin d'un président sain de corps et d'esprit. Mais ceux qui veulent le maintenir de gré ou de force disent que l'Algérie a juste besoin

de sa matière grise. Quelle absurdité», a-t-il- ajouté.

Le leader du parti du changement a affirmé que son initiative du consensus démocratique est toujours d'actualité et que son parti pourra plébisciter la candidature d'Ali Benflis. Cette décision sera entérinée dans les prochains jours par le Majliss Echoura de ce parti. «Notre Majliss Echoura va étudier l'éventualité d'apporter notre soutien au programme présenté par le candidat Ali Benflis, dans le cas contraire nous allons donner des instructions à nos militants pour effectuer un vote libre ou carrément un vote blanc, mais en aucun cas nous n'allons boycotter les élections», a-t-il conclu.

Imed Sellami

Les formations politiques, organisations et personnalités qui soutiennent Ali Benflis ont annoncé, hier, la création d'un Rassemblement national.

«Nous déclarons la création d'un Rassemblement national des partis, de personnalités politiques de tendances diverses et de militants de la société civile.

Il est ouvert à tous ceux qui croient en la concrétisation d'un Etat de droit», précise un com-

munié de presse rendu public hier.

Le document, signé par vingt-et-une formations et personnalités politiques, invite toute personne activant «dans le champ politique ainsi que l'élite et l'ensemble des citoyens afin de faire de l'élection du 17 avril une occasion réelle de changement».

Ces formations confirment également soutenir le programme du candidat indépendant Ali Benflis.

Par ailleurs, le directeur de campagne de ce candidat à l'élection présidentielle a dénoncé la violence des forces de police lors de la manifestation organisée, jeudi, par le collectif

RENOUVELLEMENT DES INSTANCES DU CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN

M^e Allouache dénonce l'exclusion

Jouissant de plus de 20 années de bénévolat au Croissant-Rouge algérien (CRA), M^e Driss Allouache, avocat et enseignant de droit, s'est vu rejeter, à deux reprises, sa candidature à la présidence du CRA.

Deux rejets «injustifiés», selon lui. Il dénonce ainsi la «hogra» et l'«exclusion» dont il a été victime.

Après le rejet de sa candidature, déposée le premier janvier 2014, l'ancien bénévole du CRA reformule sa démarche. Une seconde fois, sa candidature est soldée par un rejet.

«J'ai reçu un fax du ministère de la Solidarité nationale où, on m'annonce que ma candidature à la présidence du CRA n'a

pas été retenue. L'argument avancé était celui de ne pas remplir les critères requis», raconte-t-il. Un argument qui n'a aucun sens pour lui puisque, poursuit-il, «je remplis tous les critères exigés qui sont : la nationalité algérienne, être âgé de plus de 35 ans et avoir plus de 5 années de bénévolat au CRA».

M^e Driss Allouache estime qu'on lui a barré l'accès à l'assemblée générale de la commission interministérielle au ministère de la Solidarité nationale. Selon lui, le «jeu» est fait et le candidat à la présidence de cette organisation humanitaire a été «désigné» à l'avance.

«Laissez-moi être candidat, m'exprimer et que le comité, libre d'élire le candidat qu'il veut, juge et choisis», dit-il. Soulignant avoir introduit un recours auprès de la tutelle, l'activiste humanitaire est convaincu du résultat puisque, «l'assemblée générale aura lieu ce lundi 10 mars».

Pour M^e Driss Allouache, le Croissant-Rouge algérien est une organisation humanitaire qui doit retrouver sa crédibilité sur les plans national et international.

Rym Nasri

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Des dizaines de citoyens, dont de nombreux journalistes qui prenaient part ou qui assuraient tout simplement la couverture médiatique d'une manifestation publique, organisée, jeudi 6 mars 2014, à Alger par le mouvement «Barakat», ont été brutalement interpellés par la police.

Energiquement dispersés, nombreux d'entre eux furent même emmenés dans divers commissariats d'Alger. Encore une fois donc, une expression pacifique sera empêchée par la force publique. Le Syndicat national des journalistes tient, encore une fois, à condamner avec la plus grande fermeté cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression et de la presse.

Cette double entrave à l'expression démocratique libre d'abord, et du libre exercice du métier de journaliste scandalise au plus haut point le Syndicat qui exprime, à l'occasion, son entière sympathie et sa solidarité à l'égard des concœurs et des confrères, mais aussi de tous les manifestants bousculés, arrêtés et, de manière générale, clairement spoliés de leur droit fondamental, celui de l'exercice plein de leur citoyenneté, si douloureusement arraché à l'ex-régime du parti unique et que même le terrorisme islamiste le plus abjecte de l'Histoire n'a pu en avoir raison. En 2014, davantage que par le passé, rien ni personne ne peut justifier des rafles policières d'une manifestation publique éminemment pacifique.

P/ le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général Kamel Amarni